

Chrétiens de Palestine : L'éducation comme instrument de paix

Le 28 janvier à St-Merry, le père Jamal Khader, directeur général des écoles du Patriarcat latin de Jérusalem, a souligné la convergence du combat des chrétiens et des musulmans contre la colonisation et l'apartheid, par la voie de l'éducation.

Originaire de Zababdeh, village chrétien du nord de la Cisjordanie, Jamal Khader a été ordonné prêtre en 1988. Il a été chef du département des sciences religieuses à l'université catholique de Bethléem (2003–2013), doyen de la faculté des Lettres (2008-2013), recteur du séminaire patriarcal latin (2013-2017). Depuis 2017, il est curé de la paroisse de la Sainte-Famille à Ramallah et directeur général des écoles du Patriarcat latin en Terre sainte.

En janvier 2020, il a parcouru la France avec Suhail Daïbes, directeur de l'école latine de Beit Jala (ville chrétienne près de Bethléem) et l'association toulousaine Une Fleur pour la Palestine, qui aide à la scolarisation des enfants pauvres des écoles catholiques de Cisjordanie et de Gaza. De Toulouse à Paris, le père Jamal Khader a assuré huit conférences, six messes et de nombreuses rencontres (mairie de Toulouse, Radio Notre-Dame, ministère des Affaires étrangères). Le 28 janvier à St-Merry, il a concélébré une messe et donné une conférence sur la situation des chrétiens en Terre sainte.

*

« Je suis heureux d'être ici pour parler des chrétiens de Terre Sainte et surtout des chrétiens de Palestine. Pour moi ce n'est pas une tâche difficile parce que je suis un chrétien palestinien et que parler de ma communauté est toujours une joie.

Pour nous les chrétiens palestiniens, c'est une chance et une bénédiction de vivre en Terre sainte. La chance de continuer la présence chrétienne depuis 2000 ans, la bénédiction de témoigner de notre foi dans les lieux mêmes où Jésus est né, a vécu, a enseigné, est mort, est ressuscité. Dans la grotte de l'Annonciation à Nazareth, on lit l'inscription latine : *Et verbum hic caro factum* (Et le verbe *ici* s'est fait chair) et à Bethléem : *Jesus Christus hic natus est ex Maria Virgine* (Jésus-Christ est né *ici* de la Vierge Marie). C'est très émouvant car il n'y a qu'en Terre sainte qu'on peut dire « ici ». Dans l'église de la Résurrection (nom arabe du Saint-Sépulcre) à Jérusalem, l'évangile de la semaine sainte dit « *Ici* Jésus a été crucifié, *ici* il est ressuscité des morts, etc. ». Les lieux saints sont une part importante de notre identité de chrétiens, ce que le pape Paul VI a appelé la « géographie du salut ». Car ici, il y a plus que « l'histoire » du salut que tous les chrétiens connaissent, il y a l'histoire qui touche aux lieux géographiques. Depuis toujours la communauté chrétienne célèbre l'évangile dans les lieux mêmes où il s'est déroulé : Noël à Bethléem, le dimanche des Rameaux et le Vendredi saint dans les rues de Jérusalem, le Samedi saint à l'église du Saint-Sépulcre, l'Ascension de Marie à son tombeau, etc.

C'est une bénédiction parce que c'est une responsabilité de vivre en Terre sainte. Si Dieu nous a créés ici, ce n'est pas par hasard. Vivre en Terre sainte, c'est une vocation à témoigner de notre foi. Quand les pèlerins du monde entier arrivent ici, ils visitent bien sûr les lieux où se sont accomplis les évangiles, mais il est encore plus important qu'ils rencontrent ce que nous appelons nos « pierres vivantes », c'est-à-dire les êtres humains qui vivent aujourd'hui en

Terre sainte. Il ne s'agit pas seulement de visiter les églises, il faut aussi savoir qu'il y a ici des chrétiens palestiniens, c'est-à-dire des chrétiens arabes. Souvent, on mélange Arabes et musulmans, mais en réalité les Arabes d'ici sont chrétiens et musulmans. Nous sommes des Arabes, ma langue maternelle est l'arabe, ma culture est arabe, et c'est la chose la plus normale. Ici, il y avait des juifs palestiniens bien avant la création de l'Etat d'Israël en 1948. La société palestinienne est très diverse et compte aussi des Druzes, des Samaritains, etc. Ce contact avec l'Eglise locale est important.

Au cours de ces 2000 ans d'histoire, nous avons vécu des moments difficiles. La situation d'aujourd'hui a des retombées politiques et économiques très lourdes car elle touche une communauté chrétienne très réduite en nombre. Beaucoup de chrétiens émigrent (ils ne sont pas les seuls) et le nombre de chrétiens baisse. La première raison a été la guerre de 1948 lors de la création de l'Etat d'Israël (que nous les Palestiniens nous appelons la *Nakba*, la catastrophe), où les 2/3 de nos compatriotes ont été expulsés de leurs terres et sont devenus des réfugiés qui vivent toujours dans des camps en Cisjordanie, à Gaza, au Liban, en Jordanie, en Syrie, etc.

A cela s'ajoute l'occupation militaire israélienne depuis 1967. J'ai vécu toute ma vie sous occupation israélienne. L'armée contrôle tous les aspects de la vie des Palestiniens, leurs déplacements (*check-points*, mur de séparation, routes interdites) mais aussi leur économie : Israël contrôle toute la terre des Palestiniens et leurs ressources naturelles. Un exemple : pour aller à Jérusalem – qui est à 20 km de Ramallah et à 8 km à peine de Bethléem –, il nous faut un permis spécial de l'armée israélienne. En tant que chanoine de la cathédrale du Saint-Sépulcre, je dois me rendre souvent à Jérusalem, et comme j'ai la chance d'être prêtre, mon Eglise m'a obtenu un permis. Mais beaucoup de Palestiniens, y compris chrétiens, ne peuvent l'obtenir. Mon frère l'attend en vain depuis 30 ans (depuis qu'il a 17 ans) ! Il lui est arrivé d'entrer illégalement dans Jérusalem pour faire visiter les lieux saints à ses enfants – comme des milliers de Palestiniens qui traversent le mur sans permis. Parler d'un mur qui garantit la sécurité n'a pas de sens, puisqu'il n'est pas si difficile de le franchir. En même temps, l'armée israélienne pénètre sans cesse dans les villes et les villages palestiniens, en commettant tout ce que vous pouvez imaginer de violences et d'humiliations.

« La paix est-elle possible dans de telles conditions ? »

Il y a aussi la question de la colonisation. Actuellement plus de 700 000 colons israéliens sont installés à l'intérieur des territoires palestiniens. Comment la paix est-elle possible si l'on ajoute à cela le refus d'un Etat palestinien par le gouvernement et presque tous les politiciens israéliens, les décisions de l'administration américaine qui vient de déclarer que Jérusalem est et restera toujours la capitale d'Israël et qui a dévoilé un soi-disant « plan de paix » qui cherche à perpétuer l'occupation et le contrôle des Palestiniens par Israël ?

Quand on voyage dans les territoires palestiniens, on voit concrètement la transformation de la réalité. Il y a des colonies partout et deux systèmes juridiques : une loi pour les juifs, une loi pour les Palestiniens. Il y a même deux systèmes routiers, avec des routes réservées aux juifs. Pratiquement, nous vivons dans un seul Etat, l'Etat d'Israël, mais avec deux systèmes différents. Les spécialistes du droit international appellent cela *l'apartheid*. Les droits des Palestiniens sont niés, surtout celui d'avoir un Etat indépendant, de vivre comme tous les peuples du monde. Nous attendons de vivre libres dans notre Etat indépendant. C'est ce que j'ai dit au président Macron en visite à Jérusalem ; je lui ai parlé bien sûr des chrétiens, mais d'abord de l'ensemble des Palestiniens car les chrétiens sont palestiniens ; ce qui les concerne est vrai pour tous les Palestiniens et réciproquement.

Le mur de séparation qui encercle Jérusalem empêche tous les Palestiniens, et donc aussi les chrétiens, d'accéder à Jérusalem. Ce mur de neuf mètres de haut et de 700 km de long est construit à l'intérieur des territoires palestiniens. Les habitants de Bethléem qui travaillent à Jérusalem perdent plusieurs heures par jour pour traverser les *check-points* : ils se lèvent à 4h du matin pour arriver au travail à 8h, alors que Jérusalem est à moins de 8 km ! Ce n'est pas une barrière de sécurité, c'est un mur de séparation qui sépare des Palestiniens d'autres Palestiniens et complique vraiment leur vie. Entre Jérusalem et Bethléem, le mur a été construit autour des maisons de Bethléem : toute la terre entre Bethléem et Jérusalem a été confisquée – leurs propriétaires étant considérés comme « absents », leurs terres, selon la loi israélienne, sont devenues la propriété de l'Etat d'Israël !

Autre question importante, celle de l'eau. Les Palestiniens n'ont pas le contrôle de leurs sources naturelles. L'eau arrive par camions une fois par semaine ou toutes les deux semaines, parfois une seule fois par mois, et les habitants la stockent dans des réservoirs sur les toits. A Bethléem, Israël accapare 83 % de l'eau, notamment pour les colonies, et nous devons acheter très cher les 17 % qui restent. Les colonies juives n'ont pas besoin de réservoirs, parce qu'elles ont l'eau courante 24h/24 et toute l'année, ce qui leur permet d'avoir des piscines, etc. Il y a beaucoup d'autres exemples de ce que signifie l'occupation militaire, comme la situation des prisonniers politiques, les exactions des soldats israéliens, etc.

On parle souvent d'Israël comme d'un Etat juif. Quelle est la définition d'un Etat juif ? Le premier ministre israélien Netanyahu l'a dit clairement : ce n'est pas un Etat pour tous ses citoyens, c'est un Etat pour les juifs seulement. Or il y a 20 % de Palestiniens chrétiens ou musulmans qui vivent à l'intérieur d'Israël. La loi Etat-nation de 2018 officialise clairement leur ségrégation : le droit à l'autodétermination est réservé aux seuls juifs, il est refusé aux chrétiens et aux musulmans. Si les Palestiniens perdent l'espoir d'une solution juste (et cela a commencé), que vont-ils faire ? Je peux vous assurer qu'ils n'accepteront jamais de continuer à vivre dans cette situation d'occupation militaire.

« Il ne nous reste que l'éducation »

Pour les chrétiens de Terre sainte, la vraie question est de savoir quelle est notre vocation dans ce contexte, notre mission dans ce pays. Bien sûr, en tant que membre de l'Eglise universelle, nous avons la même mission d'annoncer le Christ et notre foi, mais nous sommes ici dans un contexte particulier. Dans ces conditions politiques et économiques très difficiles, l'Eglise a compris l'importance de l'éducation. Les Israéliens ont pris beaucoup de nos terres, il ne nous reste que l'éducation, et cela est vrai pour tous les Palestiniens. Si on compare avec les autres pays en développement, les Palestiniens sont les premiers pour le taux d'étudiants ; nous avons 14 universités en Palestine.

Dès sa restauration au milieu du XIX^e siècle, le Patriarcat latin a construit dans chaque paroisse des écoles, avant même des églises. Aujourd'hui, dans les territoires palestiniens, nous gérons treize écoles, à côté d'autres écoles chrétiennes (les premières ont été celles des franciscains à Bethléem au XV^e s.). Au XIX^e s. des écoles mixtes (garçons et filles) ont vu le jour grâce aux Sœurs du Rosaire – imaginez qu'en Palestine, sous l'Empire ottoman, alors qu'il n'y avait pas d'écoles, on a commencé par l'éducation des filles ! Nous avons été des pionniers car nous avons senti que l'éducation était une chose essentielle. Il y a aussi les écoles d'autres congrégations catholiques (comme celles de St-Joseph) et les écoles des Eglises orthodoxe, luthérienne, anglicane, quaker, melkite, etc. A Ramallah, il y a sept écoles chrétiennes dont trois catholiques (celles du Patriarcat, de St-Joseph et de l'Eglise grecque catholique). Au total,

dans les territoires palestiniens, il y a environ 70 écoles chrétiennes, auxquelles il faut ajouter les six écoles du Patriarcat en Galilée (Israël) et d'autres en Jordanie.

Nos écoles comprennent des chrétiens et beaucoup de musulmans : en Palestine, 40 % de nos élèves sont chrétiens et 60 % musulmans. Un petit nombre de chrétiens fréquentent les écoles publiques, qui sont aussi de bonne qualité. En Palestine, le catéchisme est enseigné dans le public. C'est une décision de l'Autorité palestinienne pour qui les chrétiens sont des palestiniens comme les autres, avec les mêmes droits. De même que les musulmans étudient la religion musulmane à l'école, les chrétiens ont le droit d'étudier leur religion dans l'enseignement public comme dans les écoles chrétiennes (quand il y a des chrétiens dans une école publique, on met une catéchèse à leur disposition). En Israël 77% des élèves des écoles chrétiennes sont chrétiens, en Jordanie 62 %.

Pour nos écoles, l'identité chrétienne est importante mais pas essentielle. Pour nous, l'important c'est l'élève en tant qu'être humain. Toutes les dimensions de la formation de la personne comptent : formation académique, formation sociale, formation spirituelle, formation aux valeurs évangéliques (dignité de la vie, éducation à la non-violence, à la paix, à la justice, au respect, etc.). Je ne parle pas de tolérance car le mot peut avoir une signification péjorative (je « tolère » l'existence de l'autre). Nous allons au-delà de ça : les chrétiens et les musulmans nouent des liens d'amitié entre eux, agissent ensemble, etc. Nous voulons que les futurs citoyens se connaissent les uns les autres, qu'ils démontrent la possibilité de coopérer par delà les différences religieuses. Dans le Moyen-Orient actuel, l'éducation est notre manière de combattre la montée des fondamentalismes religieux.

Dans nos classes, je ne sais pas qui est chrétien, qui est musulman et je ne veux pas le savoir. Pour nous, tous nos élèves sont égaux. Ce qui est beau, c'est de créer cet esprit de famille entre les élèves, avec les professeurs, les parents, etc. Le matin, avant d'entrer en classe, il y a un rassemblement pour lire l'évangile, dire une prière et chanter. A Noël, toute la population de Bethléem et Ramallah, chrétienne et musulmane, participe aux célébrations. Il y a des milliers de personnes dans les rues comme pour une fête nationale ; c'est la naissance de Jésus, le fils de Dieu pour les chrétiens, un grand prophète pour les musulmans, alors tous participent ensemble, de la façon la plus normale.

Chez nous la formation ce sont les cours en classe, mais aussi beaucoup d'autres activités : le sport, les excursions et les marches dans le désert, les activités musicales, les activités sociales, etc. Nous avons des activités qui ouvrent les yeux des élèves sur les réalités du monde, pour qu'ils ne s'enferment pas dans les difficultés de leur seule existence. Il y a parfois des échanges avec d'autres écoles dans le monde. L'année dernière, pour la première fois au Patriarcat, nous avons fait un exercice original – que nous répèterons cette année – qui s'appelle le « modèle de l'ONU » : on réunit 200 élèves de 14 à 18 ans chargés de représenter chacun un Etat, on reconstitue l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, la commission des droits de l'homme, etc. et ils discutent de questions sérieuses. C'est important de s'ouvrir aux diverses réalités du monde et c'est à l'école qu'on se retrouve pour célébrer toutes sortes d'événements (cela fait partie de la catéchèse, de la formation religieuse).

Ce n'est pas parce que je suis directeur général des écoles du Patriarcat latin que je parle de l'éducation, mais parce que c'est vraiment l'activité la plus importante du Patriarcat. L'ensemble de nos structures sociales (écoles et université catholiques, hôpitaux, centres d'accueil pour personnes vulnérables, handicapés, vieillards, etc.) dépassent de beaucoup en importance le faible pourcentage des chrétiens en Terre sainte. L'essentiel n'est pas le nombre des chrétiens mais ce qu'ils font, quel genre de présence ils assurent ici.

D'abord s'intéresser aux « pierres vivantes »

J'ai parlé de nos difficultés au regard de l'occupation israélienne, mais il y a aussi nos faiblesses car nous sommes des êtres humains. Nous sommes des chrétiens divisés : la Terre sainte compte treize Eglises chrétiennes, ce qui est beaucoup pour une petite communauté. Chaque année nous fêtons deux fois Pâques et trois fois Noël (mais une seule fois l'échange de cadeaux !) Pour mettre fin à ce scandale, les chrétiens de la région de Ramallah ont décidé de célébrer les fêtes ensemble : Noël selon le calendrier catholique le 25 décembre, et Pâques avec les orthodoxes, soit une semaine plus tard que les catholiques, même si c'est différent à Jérusalem. Mes deux sœurs sont mariées à des orthodoxes : comment pourrait-on fêter Pâques sinon le même jour ? Il est important que tous les chrétiens fêtent ensemble.

Les chrétiens voient leur mission de gardiens des lieux saints au sens de gardiens de la foi, de cette communauté qui constitue les « pierres vivantes » autour des lieux des évangiles, pour donner un espoir aux fidèles et notamment aux jeunes, surtout dans les moments difficiles de leur vie. Souvent, quand les chrétiens ont des problèmes personnels, ils se rendent à l'église pour solliciter notre aide (s'ils ne trouvent pas de travail, s'ils doivent être aidés pour aller à l'hôpital...). Traiter de situations aussi difficiles au quotidien, c'est donner de l'espoir.

Sur la situation politique, je suis plutôt pessimiste. Mais nous les chrétiens nous n'avons pas le droit de perdre l'espoir, nous savons que la vie est plus forte que la mort (si vous allez au Saint-Sépulcre à Jérusalem, vous le trouverez toujours vide...). L'amour est plus fort que la haine et la guerre, plus fort que l'injustice et l'oppression. Nous croyons, même si nous ne voyons pas de nos yeux de signes d'espoir. Je me réfère à l'attitude d'Abraham : il a espéré contre tout désespoir, il ne voyait pas où il allait, mais quand Dieu lui a demandé de quitter son pays pour aller « là où je te montrerai », il y est allé. La foi d'Abraham est toujours donnée comme un exemple dans le Nouveau Testament. C'est cet espoir basé sur notre foi qui nous donne le courage de continuer notre tâche ici.

Nous pouvons faire ce que nous faisons grâce au soutien de beaucoup de gens dans l'Eglise et dans le monde. Nous avons beaucoup d'amis, notamment en France, comme les chevaliers du St-Sépulcre qui aident bien le Patriarcat, ou encore le réseau Barnabé avec l'association Une Fleur pour la Palestine qui soutient les familles des écoliers, les amis proches des Palestiniens que sont les Amis de Sabeel (Kairos Palestine), beaucoup de groupes et d'individus qui veulent en savoir plus et qui montrent leur solidarité par la prière mais aussi concrètement. Le Conseil mondial des Eglises a publié un communiqué dans lequel il appelle les chrétiens à faire preuve d'une « solidarité coûteuse » avec les Palestiniens, c'est-à-dire qu'il faut faire quelque chose de concret, souvent par des dons matériels ou financiers. Nous les chrétiens de Terre sainte, nous faisons partie du corps du Christ qui est l'Eglise universelle, et nous savons que lorsqu'un membre souffre, tout le corps souffre avec lui. Il y a la tentation chez nous de croire que nous sommes seuls, que le monde ne s'intéresse pas à nous. La solidarité internationale est le signe concret que nous ne sommes pas oubliés, que nous avons des frères et sœurs partout dans le monde qui veulent la survie de l'Eglise d'ici et la poursuite de sa mission sur cette terre bénie par Dieu. »

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Quelles sont vos relations avec L'Œuvre d'Orient ?

Jamal Khader : Je les connais bien, ils travaillent beaucoup avec les Eglises orientales, mais moins avec l'Eglise latine. Je leur ai demandé d'élargir leur champ d'action aux catholiques latins, j'espère que cela se fera.

Comment l'enseignement est-il organisé ?

J. K. : En Palestine l'école est obligatoire jusqu'à 16 ans. Il y a quelques cas où les enfants ne peuvent pas suivre une scolarité complète, surtout à cause de la pauvreté comme à Gaza. Nous commençons avec le jardin d'enfants à l'âge de 4 ans, puis l'école primaire à 6 ans et le secondaire jusqu'au bac à 18 ans. Ensuite les élèves entrent à l'université. En Palestine il y a plusieurs universités, dont l'université catholique de Bethléem. Pour un mastère, les étudiants doivent souvent aller à l'étranger. Nos enseignants sont soit chrétiens, soit musulmans. L'enseignement se fait en arabe, mais il y en a aussi en anglais (notamment les sciences) et en français.

Une des lacunes des écoles chrétiennes est le manque d'écoles professionnelles : nous n'en avons aucune au Patriarcat, les Salésiens en ont une à Bethléem et à Nazareth (depuis 130 ans), les anglicans une à Ramallah. La raison est que nos étudiants et leurs familles recherchent plutôt les sections littéraires et scientifiques.

Quels sont les taux de réussite au bac ?

J. K. : 100 % pour presque toutes les écoles du Patriarcat. Nos écoles sont aussi paroissiales, c'est-à-dire que nous accueillons tous les élèves, y compris les plus faibles. Nous essayons d'adapter au mieux les programmes pour les garder dans nos écoles. L'important pour nous est de les faire progresser, c'est un trait marquant de notre pédagogie : accorder de la place aux plus pauvres et aux plus faibles. Ce sont les élèves qui choisissent de venir chez nous, ce n'est pas nous qui les choisissons comme dans les écoles privées classiques. Nous accueillons plus de 700 élèves à Ramallah, plus de mille à Beit Jala, mais c'est encore insuffisant et quand nous devons faire des choix, c'est que la demande dépasse nos capacités d'accueil. Mais la démarche pastorale est prioritaire.

Que retiennent les élèves de leur passage dans les écoles du Patriarcat ?

J. K. : Nos élèves sont bien préparés quand ils quittent l'école pour l'université. Ensuite, ils sont confrontés aux difficultés du marché du travail ; le taux de chômage est plus élevé à Bethléem qu'ailleurs. Au bout de deux ou trois ans, s'ils ne trouvent pas d'emploi, certains décident de quitter le pays. Nos diplômés sont en général fiers d'avoir étudié dans nos écoles. Ce qu'ils ont vécu ici les marque pour toujours : en particulier les relations entre chrétiens et musulmans, les nombreuses occasions de rencontres, les initiatives comme le volontariat, etc.

Comment les élèves français ont-ils accueilli votre visite ?

J. K. : Dès notre arrivée à Toulouse, nous avons été reçus par 200 élèves dans le plus grand lycée catholique de la ville. Ils ont montré un vif intérêt ; ils voulaient en savoir plus, surtout s'agissant de la Terre sainte qui signifie quelque chose pour eux. Certains auraient aimé faire davantage, comme ces deux filles qui ont proposé de recevoir des élèves palestiniens à la maison. Même si nous étions fatigués de notre long voyage (15 heures !), cet accueil a été pour nous une grande joie.

Une participante : Mon père, vous ne me connaissez pas mais je vous connais. En 2012 j'ai fait un pèlerinage avec un groupe de 40 personnes que vous avez reçu. Et moi la Française j'ai découvert avec une immense honte qu'il y avait des chrétiens qui vivaient derrière un mur. J'avais toujours entendu parler des musulmans aux informations mais jamais des chrétiens. Quand notre bus est arrivé à Bethléem en fin de journée, notre guide – un jeune juif – nous a laissés et un guide catholique a pris le relai. Il faisait nuit, on savait qu'on passait un check-point mais on ne voyait pas vraiment ce qui se passait, on n'apercevait pas le mur de séparation. Le lendemain, quand le car a quitté Bethléem, je me suis retournée et j'ai vu cet immense mur avec des miradors, des soldats et des chiens, et les Palestiniens qui faisaient la queue. Cette image m'a rappelée celle que j'avais vue ans les années 1980 quand je franchissais le rideau de fer en Pologne. J'ai attendu d'avoir 35 ans pour me rendre compte qu'il y avait des chrétiens qui vivaient comme ça ! J'ai honte de ça.

J. K. : La honte, c'est qu'il y ait des murs au XXI^e siècle et que l'on croie qu'un mur de 9 m de haut peut protéger un peuple et lui apporter la sécurité. Ce mur qui sépare les deux peuples est une barrière physique mais aussi une barrière psychologique, qui fait que chacun ne connaît pas l'autre. C'est une honte d'humilier sans raison les Palestiniens qui traversent le mur. Moi qui l'ai franchi des centaines de fois, je ne me considère pas comme un danger pour la sécurité d'Israël, cette humiliation systématique est honteuse.

Une autre participante : Quel est l'état d'esprit des enfants qui vivent dans cet univers carcéral, par rapport aux notions de justice, de haine, etc. ?

J. K. : Quand on travaille dans les écoles ou à l'université de Bethléem, nous disons à ces jeunes que nous voulons leur apporter de l'espoir et du courage. Mais finalement ce sont eux qui nous donnent courage et espoir avec leurs sourires. Ils sont conscients de ce qui se passe, ils souffrent de cette réalité mais ils veulent étudier, vivre une vie simple. Cet optimisme typique de cet âge reflète une volonté de continuer. Bien sûr, ce n'est pas toujours facile de les convaincre, surtout lorsqu'ils sont tentés par la violence, que la non-violence donne du fruit pour résoudre les problèmes. Mais leur foi dans ces valeurs les aide à travailler ensemble dans cette direction.

Il y a quelques années, l'université a eu un nouveau recteur, venu de l'extérieur. On lui a dit qu'il y avait 400 diplômés de l'université de Gaza, mais que depuis les jeunes Gazaouis n'avaient plus le droit d'étudier en Cisjordanie. Il a voulu leur rendre visite, il est allé à Gaza. Il a rencontré les diplômés qui lui ont expliqué leur travail avec les familles, les enfants dans les hôpitaux, etc. Il leur a dit : ce que vous faites est magnifique, je suis surpris. Ils lui ont répondu : Vous ne devriez pas être surpris, nous avons appris tout cela chez vous ! La volonté de servir les autres, surtout les plus faibles, nous l'avons apprise à l'université catholique !

Comment les Palestiniens font-ils pour accéder aux universités avec le mur et les check-points ?

J. K. : Dans les années 1990, il y avait moins d'universités mais les étudiants pouvaient choisir celles qu'ils voulaient du nord au sud de la Palestine. Avec le mur et les contrôles militaires, ils fréquentent le plus souvent l'université la plus proche de chez eux : à Ramallah, l'université Bir Zeit, à Bethléem, celle de Bethléem, etc. C'est dommage qu'il n'y ait plus le mélange qui existait avant. A l'université de Bethléem, il y a 60 % d'étudiants de Bethléem, 30 % de Hébron, seulement 10 à 15 % de Jérusalem. Les étudiants de Jérusalem doivent traverser le mur chaque jour ; pour éviter ces passages, certains, surtout les filles, décident d'habiter à Bethléem – alors que la distance n'est que de 8 km avec Jérusalem !

Pour les étudiants palestiniens, il est compliqué d'être acceptés dans les universités israéliennes, pas seulement à cause des réticences psychologiques mais surtout à cause de la

langue (les cours sont en hébreu). Il y a quelques Palestiniens à l'université hébraïque de Jérusalem. A l'intérieur d'Israël c'est différent ; les étudiants palestiniens connaissent bien l'hébreu, ils sont mieux préparés, ils fréquentent plus facilement les universités israéliennes. Pour Jérusalem c'est très compliqué. Pendant la 2^e Intifada, les universités étaient fermées mais nous avons ouvert celle de Bethléem. Un jour, un étudiant arrivé en retard a dit aux frères : j'ai quitté ma maison à Hébron il y a trois jours et j'ai dû venir à pied et dormir en route pour arriver à l'université à temps ! Un soir une étudiante m'a dit : je n'ai pas pu venir aujourd'hui parce que hier l'armée israélienne a détruit la maison de mon oncle qui est mitoyenne de la nôtre ; notre maison a été endommagée et j'ai perdu mes livres. Le simple fait d'aller à l'école ou à l'université est une épreuve, ça n'est pas comme prendre le train ou le bus chez vous. Il y a beaucoup d'histoires comme ça. Mais dès qu'ils arrivent à l'université, les élèves s'y trouvent bien, comme chez eux, avec ce sourire, ce courage et cette solidarité.

Les jeunes Palestiniens et les jeunes Israéliens ont-ils des occasions de se rencontrer ?

J. K. : Les juifs palestiniens existaient avant l'Etat d'Israël, mais cela s'est malheureusement terminé avec la création d'Israël en 1948. Pendant les années 1990, il y avait des rencontres entre Palestiniens et Israéliens, mais maintenant c'est fini. Pour plusieurs raisons. Il y a d'abord l'impossibilité de se rencontrer : nous ne pouvons pas aller de l'autre côté et ils ne peuvent pas venir chez nous. Les seules rencontres possibles ont lieu à l'étranger, en Amérique ou en Europe ! Pour qu'il y ait le début d'un changement positif sur le terrain, une paix juste, on devrait pouvoir se rencontrer sur un pied d'égalité, pas entre occupants et occupés. On parle de « normalisation » mais nous ne voulons pas donner l'impression que tout va bien, qu'on se rencontre pour discuter « normalement ». La réalité est toute autre. On a l'expérience des années 1990 après les accords d'Oslo, quand on croyait au bienfait des rencontres qui étaient alors très nombreuses, mais tout cela s'est arrêté.

Pour conclure, je voudrais vous remercier et vous dire que nous allons continuer le combat non-violent en faveur de la justice et de la paix. Quand nous parlons de justice et de paix, c'est toujours inclusif : nous disons une « paix juste » car sans la justice il n'y a qu'un calme trompeur, un simple cessez-le-feu, mais pas de véritable paix. On ne fait jamais la paix aux dépens des autres. Personne ne doit souffrir d'une solution juste, toutes les parties ont le droit de vivre en paix sur cette terre. L'éducation est la voie qui nous conduira vers une société meilleure. J. K.

*

L'association Une Fleur pour la Palestine

Une Fleur pour la Palestine est née en 2003 à l'initiative de pèlerins toulousains alors qu'il n'y avait presque plus de pèlerins en Terre sainte, par peur de la guerre. Un prêtre de Toulouse a répondu à l'appel de chrétiens palestiniens qui leur demandaient de revenir en pèlerinage. Il a donc organisé, avec le soutien de Mgr Michel Sabbah, alors patriarche latin de Jérusalem, un pèlerinage qui devait visiter les lieux saints mais aussi rencontrer des chrétiens locaux. Ils sont allés au village de Taybeh – l'Éphraïm antique dont parle l'Évangile de Jean (11, 54), aujourd'hui village arabe chrétien à la frontière occidentale de la Cisjordanie, annexé en 1949 par l'Etat d'Israël qui s'est approprié la plupart des terres agricoles ; dernier refuge du Christ avant sa Passion à Jérusalem, Taybeh est aussi le dernier village entièrement chrétien de toute la Terre sainte. Les pèlerins ont visité l'école et ils ont été surpris du très bon niveau des élèves, dont la moitié sont musulmans et où jeunes chrétiens et jeunes musulmans apprennent à

vivre ensemble (les villages autour de Taybeh sont musulmans mais leurs familles apprécient l'école de Taybeh et y envoient leurs enfants).

Les écoles chrétiennes de Palestine, qui enseignent le respect de la personne humaine, sont un lieu d'apprentissage du vivre-ensemble. Mais elles ne subsistent que des subventions des familles, qui doivent même acheter les livres scolaires, l'Autorité palestinienne n'ayant pas les moyens de les fournir. Prenant ainsi conscience de la vie difficile des chrétiens dans le conflit colonial israélo-palestinien, les pèlerins décidèrent de créer une association pour aider les écoles catholiques de Cisjordanie et de Gaza, à travers des bourses scolaires pour les familles les plus démunies.

En quelques années l'association est passée de 30 à 140 bourses annuelles de 300 € chacune, soit un total de 42 000 €. Les directeurs d'école lui envoient les noms des élèves les plus nécessiteux, en général dix élèves par école ; le montant des bourses (3 000 € par école) est viré sur le compte bancaire de chaque école, dans une totale transparence. Les donateurs reçoivent des renseignements sur l'élève qu'ils contribuent à aider, ainsi qu'un reçu fiscal. « Ce n'est pas de l'assistanat, précise A. Duphil. On ne fait que soulager les familles d'une dette. Les parents sont heureux non seulement parce qu'on les aide financièrement, mais aussi parce qu'ils voient qu'on pense à eux de l'autre côté de la Méditerranée et ça leur fait chaud au cœur, ainsi qu'au personnel de l'école. C'est une façon de leur montrer que s'il n'est pas dans nos capacités de régler les problèmes de fond, nous pouvons au moins leur tenir la main dans les difficultés. »

Pour faire un don : www.unefleurpouirlapalestine.reseaubarnabe.org/

Enregistrement et saisie du texte : Laurent Baudoin, paroisse St-Merry, Paris.